



OBJET : Arrêté municipal autorisant temporairement l'occupation du domaine public communal.

Le Maire de la Commune d'OYE-PLAGE,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1 et suivants ; L 2213-1 et suivants ; L 2213-6 et L 2331-4,
- Vu l'article R 610-5 du Code Pénal,
- Vu le Livre V du Code de la Sécurité Intérieure,
- Vu le Code de la Voirie Routière,
- Vu le Code de la Route,
- Vu l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, (Livre I - Huitième partie - Signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 6 Novembre 1992,
- Vu la Circulaire ministérielle (Intérieur) n° 86.230 du 17 Juillet 1986 sur la répartition des pouvoirs de police en matière de circulation routière, notamment le paragraphe 1.1.3 relatif à la Police de la circulation à l'intérieur des agglomérations,
- Vu la délibération du conseil municipal n° 2011/06/03 en date du 15 décembre 2011, visée par la Sous-Préfecture de Saint-Omer le 23 décembre 2011 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation temporaire du domaine public communal,
- Vu la demande présentée le 04 janvier 2023 par Monsieur Claude RIVELON demandant l'autorisation d'occupation du Domaine Public dans le cadre de travaux à OYE-PLAGE sur la période entre le 16 et le 20 janvier 2023,
- Considérant qu'il importe de prendre toutes dispositions afin de garantir la sécurité des usagers,

ARRÊTE

ARTICLE 1er:

Monsieur Claude RIVELON est autorisé à occuper le domaine public communal, à hauteur du 27 rue des anciens d'AFN 62215 OYE-PLAGE en vue de travaux sur la période entre le 16 et le 20 janvier 2023.

ARTICLE 2:

Toutes dispositions sont prises par Monsieur Claude RIVELON pour assurer la sécurité des usagers lors de ces travaux.

Durant tout le temps de stationnement, un balisage visible de jour comme de nuit sera mis en place par Monsieur Claude RIVELON. Une pose de plots permettant une continuité piétonne, est mise en place par le demandeur.

ARTICLE 3 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable sur la période du 16 au 20 janvier 2023. Elle est personnelle, incessible.

ARTICLE 4 :

Le permissionnaire veille à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville ait procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

ARTICLE 5 :

Les panneaux de signalisation réglementaires sont posés par les soins et aux frais du permissionnaire chargé de l'exécution des travaux, conformément à l'Instruction Interministérielle approuvée le 06 novembre 1992 ainsi que le permissionnaire veille et vérifie régulièrement le bon respect de l'article 2.

ARTICLE 6 :

La présente autorisation est révocable à tout moment, sans indemnités, en cas de non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées, des dispositions de l'arrêté municipal susvisé ou pour tout autre raison d'intérêt général.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille dans les 2 mois à compter de sa notification.

ARTICLE 8 :

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Responsable des Services Techniques, Monsieur le Responsable de la Police Municipale, Monsieur l'Adjudant-chef commandant la Brigade de Gendarmerie Nationale d'OYE-PLAGE, la Police Municipale, Monsieur Claude RIVELON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est affiché en mairie.

Fait à OYE-PLAGE, le 05 janvier 2023

Olivier MAJEWICZ



Maire d'OYE-PLAGE